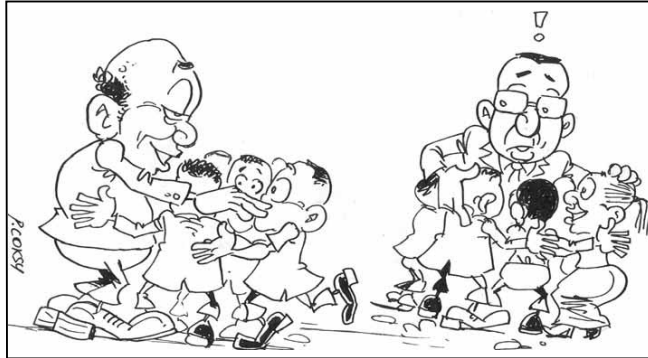


L'heure des alliances a sonné

Des candidats à la présidentielle ont visiblement opté pour la stratégie des alliances afin de conforter leurs positions lors des élections du 30 juillet. A quelques jours de la campagne électorale, des coalitions de partis politiques naissent comme des champignons autour de certains leaders.

Parmi les têtes d'affiche, Joseph Kabila, le chef de l'Etat sortant, candidat à sa propre succession, a glané autour de lui quelques formations politiques qui se sont engagées à le soutenir lors des prochaines jouées électorales. Dénommée «Alliance de la majorité présidentielle» (AMP), cette plate-forme, jadis discrète, est sortie au grand jour le samedi 24 juin au Grand Hôtel Kinshasa, soit cinq jours avant la campagne électorale.

L'AMP s'assigne l'objectif de faire élire l'actuel président de la République, tout en lui assurant une majorité parlementaire. Composée de 31 partis politiques, cette plate-forme bénéficie de l'appui de certaines personnalités telles que Kisimba Ngoy (ministre de la Justice), Philippe Futa (ancien ministre des Finances), Marie-Ange Lukiana (Secrétaire général adjoint du PPRD), Olivier Kamitatu (ancien président de l'Assemblée nationale), Lambert Mende (Rapporteur du Sénat), Patrice-Aimé Sessanga (transfuge du MLC), Gabriel Kyungu (ancien gouverneur du Katanga)...



L'AMP aligne ses candidats à tous les postes électifs sur toute l'étendue de la République. D'après certaines confidences, avec plus de 2.000 candidats aux législatives, elle espère remporter la majorité parlementaire susceptible de lui permettre de diriger le tout premier Gouvernement de la Troisième République.

Le Renaco dans la danse

Pour sa part, le Vice-président Jean-Pierre Bemba, va pouvoir compter sur l'appui du Regroupement des nationalistes congolais (Renaco), plate-forme dont la sortie officielle a eu lieu le samedi 17 juin 2006 au Jardin botanique de Kinshasa. La

nouvelle coalition regroupe plusieurs formations politiques, dont le MLC de Jean-Pierre Bemba, l'Adéco de Jonas Mukamba et la CDR de Mboso Nkodia Mpuanga, tous trois candidats à la magistrature suprême. On y retrouve également le MDD d'Augustin Kisombe.

Aux dires de François Mwamba, coordonnateur de la Renaco, «il n'y a pas de fondateurs au sein de cette plate-forme, nous sommes tous des partenaires». Il souligne que tout est parti de l'appel au rassemblement de ceux qui aiment le pays, lancé par Jean-Pierre Bemba lors du 1^{er} Congrès du MLC. «Nous avons compris qu'il fallait nous fédérer, estimant que

personne ne peut, seule, conquérir le pouvoir sans le concours des autres», commente François Mwamba.

Des ralliements en cascade

Ancien patron de la Banque centrale, candidat à la présidence, Pierre Pay Pay fait des remous avec sa «Coalition des démocrates Congolais» (Codeco) qui regroupe 17 partis politiques signataires de l'acte d'engagement. Des sources proches de cette plate-forme indiquent qu'à l'heure actuelle, le nombre de partis alliés a atteint une trentaine et pourrait s'accroître davantage au fur et à mesure que l'on se rapproche des élections.

Parmi les principaux partis alliés, on retrouve la DCF/Cofedec de Venant Tshipasa (ministre des Affaires foncières), l'Unadef de Mwando Nsimba, la Solidarité katangaise de Jean-Claude Muyambo, l'Uferi de Faustin Lukonzola, la Codep de Cléophas Kamitatu...

Candidat à la magistrature suprême également, Oscar Kashala, a jugé utile de ne pas se lancer dans la bataille électorale seul. Ainsi, a-t-il réuni autour de son parti, l'Union pour la reconstruction du Congo (Urec), plusieurs partis alliés. D'autres regroupements se préparent encore en coulisses et n'attendent que l'heure «H» pour sortir au grand jour.

Augustine BANZI, Sylvie LUZALA et Lefils MATADY

Burundi : la communauté congolaise se mobilise pour les élections

Les Congolais qui vivent au Burundi sont très impliqués dans les élections de fin juillet en RDC. Non seulement ils sont tous prêts à aller voter, mais ils présentent aussi des candidats qui peuvent défendre leurs intérêts à Kinshasa.

Près de 50.000 Congolais vivent au Burundi, selon l'ambassade de la République démocratique du Congo dans ce pays. Plusieurs candidats aux élections législatives de la RDC convoitent déjà leurs suffrages pour remporter l'un des cinq sièges à pourvoir à Uvira, la ville congolaise la plus proche de Bujumbura, la capitale burundaise. C'est le cas de Bakene Mfaume, un informaticien de 44 ans, candidat indépendant, qui est né et vit au Burundi. Au parfum des réalités locales, il connaît bien les problèmes de ceux qui, comme lui, vivent hors de leur pays.

Une campagne en sourdine

Gilbert Kajangu Bakongo du PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction et le développement), proche du président congolais Joseph Kabila, est représentant de la communauté congolaise au Burundi. Il compte aussi se présenter aux prochains scrutins.

Bien que la campagne électorale n'ait pas encore officiellement commencé, des émissaires du RCD (Rassemblement congolais pour la démocratie) et du MLC (Mouvement de libération du Congo) ont également commencé à faire leur propagande discrètement.

Selon Bakene Mfaume, plus de 240.000 Congolais voteront dans la circonscription d'Uvira. Pour lui, si «on parvient à bien mener la campagne et qu'on a plus de 50.000 voix, on aura au moins un des 5 sièges prévus pour Uvira». La communauté congolaise du Burundi compte sur la dispersion des voix des habitants du Sud-Kivu pour s'imposer.

«J'ai été il y a deux semaines à Uvira, j'ai vu 30 drapeaux de partis politiques», raconte Joseph Mahangayiko, un enseignant. Face au risque de division qui guette aussi les Congolais expatriés, Gilbert Bakongo rassure : «On saura comment se coordonner pour sauvegarder nos intérêts».

Les élections de la paix

Pour l'instant, les Congolais n'ont pas encore fait leur choix, mais ils se disent enclins à voter pour celui qui accepte de se mettre à leur écoute. Une chose est sûre : tous affirment qu'ils se rendront à Uvira ou ailleurs au Sud-Kivu pour voter. Les mamans vendeuses de pagnes, les changeurs de monnaie du marché central de Bujumbura, les mécaniciens travaillant pour des garages de Buyenzi, un quartier de la ville, les fonctionnaires de l'Etat, tous exhibent spontanément leur carte d'électeur et assurent qu'ils vont braver tous les dangers pour accomplir leur devoir civique.

Il n'est pas prévu de bureau de vote à l'ambassade de la RDC au Burundi, selon un diplomate congolais. Mais il précise que la traversée de la frontière burundo-congolaise sera

sécurisée avec le concours du ministère burundais de l'Intérieur et de la sécurité publique.

Presque tous les réfugiés congolais ont, eux aussi, la carte d'électeur et iront voter, affirme Freddy Kadogo, un Munyamulenge. «Nous espérons notre salut dans ces élections qui peuvent transformer notre Congo», dit-il. Pour lui, comme pour tous les Congolais, les élections sont synonymes de retour à la paix. Ils suivent régulièrement Okapi, la radio de la Monuc (Mission des Nations unies en RDC) qui diffuse des informations les confortant dans cette idée.

Aujourd'hui, ils sont nombreux à être tentés de retourner sur la terre de leurs ancêtres, «un pays immense qu'il faut peupler», selon les termes d'un diplomate congolais qui préfère taire son nom. Car la plupart d'entre eux n'ont jamais voulu renier leur patrie. La RDC n'acceptant pas la double nationalité, même s'ils sont nés au Burundi, ils n'ont pas demandé officiellement d'être Burundais pour ne pas perdre la nationalité congolaise.

Être représentés à Kinshasa

Fiers d'être Congolais à part entière, ils ont cependant «leurs petites difficultés différentes de celles des compatriotes vivant de l'autre côté de la frontière», explique Kafita Shabani, directeur de campagne de Bakene Mfaume. Comme Joseph Mahangayiko, les enseignants congolais estiment qu'ils n'ont pas accès aux mêmes avantages que les nationaux. «Avec un même diplôme, un Burundais engagé huit ans après les Con-

golais est mieux rémunéré», regrette un professeur de mathématiques prestant dans un lycée de la capitale Bujumbura depuis 22 ans. «Notre voix ne porte pas très loin et il nous faut des représentants au parlement de Kinshasa qui soient au courant de toutes nos difficultés, afin qu'ils nous défendent auprès du gouvernement du Burundi», estime-t-il.

Nombreux sont ceux qui souhaitent aussi que leurs enfants puissent aller faire leurs études en RDC. Mais, selon Kafita Shabani, les enfants qui terminent l'enseignement secondaire et veulent s'inscrire dans des universités congolaises pourraient être bloqués notamment à cause des problèmes d'équivalence des diplômes. Il est donc important que des députés puissent les aider. Les candidats à la députation nationale tiennent également au développement des universités à Uvira, plus proche que Bukavu, pour y envoyer leurs enfants.

Jacques BUKURU
InterCongo media/Syfia

Sommaire

- Rwanda : les élections congolaises menacent la prospérité des salons de coiffure.....P. 2
- Jean-Michel Kibushi : «Plusieurs candidats se rendent à l'intérieur pour chercher des voix».....P.3
- Province Orientale : montée de l'intolérance à l'approche des élections.....P. 4

A chaud

Rwanda : les élections congolaises menacent la prospérité des salons de coiffure

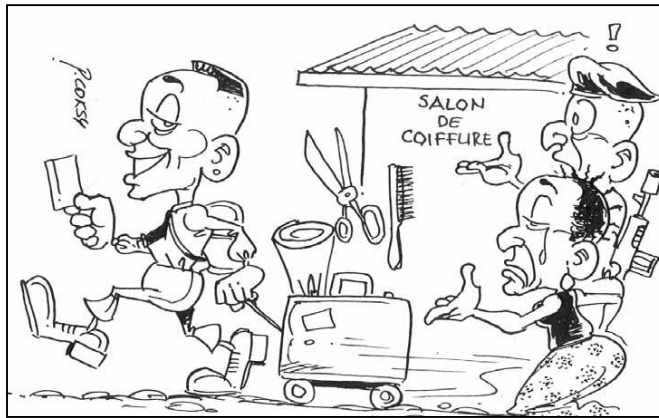
Au Rwanda, les salons de coiffure pour dames risquent de fermer boutique en juillet faute de coiffeurs. La plupart d'entre eux sont, en effet, des Congolais qui vont aller voter dans leur pays. Récit d'une pénurie annoncée.

A Kigali, la capitale rwandaise, les coiffeurs pour dames sont en majorité congolais. Leur savoir-faire, apprécié de tous, risque de se faire particulièrement rare les prochaines semaines... Inscrits sur les listes électorales, ils vont en effet bientôt retourner dans leur pays pour participer aux élections présidentielle et législatives prévues le 30 juillet en RDC.

Les propriétaires de salons de coiffure, pour la plupart des femmes rwandaises, s'inquiètent : «Je risque de fermer boutique durant ces élections, car mes coiffeurs sont tous les quatre congolais et j'ai des difficultés à leur trouver des remplaçants. Ces départs tombent d'autant plus mal que l'été est d'habitude une bonne période pour nous avec beaucoup de clients qui veulent se faire beaux avant de se rendre à un mariage», s'inquiète Mme Immaculée.

La main d'œuvre congolaise recherchée

«Mes coiffeurs m'ont promis de me trouver un de leurs compatriotes qui ne va pas voter comme remplaçant. Un seul coiffeur ne me suffit pas, mais je préfère cette solution, plutôt que d'avoir à fermer boutique», renchérit Mme Antoinette. «Je suis en



train de chercher parmi les coiffeurs ougandais, mais ces derniers sont très chers. Je n'ai cependant pas de choix, je ne veux pas prendre le risque de perdre des clients», ponctue Mme Janvier.

La plupart des salons ont donc trouvé une solution de dépannage. Les autres envisagent de fermer un mois, le temps pour leurs coiffeurs d'aller accomplir leur devoir civique.

Les hommes rwandais, eux en tout cas, ne s'impliquent pas. Par principe, ils ne s'intéressent pas du tout au métier de coiffeur pour dames, dévalorisant à leurs yeux. «Dans notre culture, il y a des métiers pour les hommes et des métiers pour les femmes. La coiffure, c'est une affaire de dames ! Moi, en tout cas, je ne peux

pas coiffer une dame», explique M. Kagabo, demandeur d'emploi, mais pas n'importe lequel...

Les coiffeurs sont pourtant bien rémunérés. Selon les catégories de salons, ils reçoivent entre 60 et 300.000 francs rwandais (entre 100 à 500 \$). Un salaire que beaucoup d'universitaires leur envient...

«Nous ne négligeons aucun métier rentable»

Révolution capillaire à défaut d'être vraiment capitale, la coiffure moderne pour dames est apparue à la fin des années 80 au Rwanda. Mais ce n'est qu'au milieu des années 90, avec le retour au pays des Rwandais qui vivaient au Congo, en Ouganda et ailleurs, que cette technique, qui con-

siste à défriser les cheveux au moyen de bigoudis et de pinces, est véritablement devenue à la mode.

Les Congolais ont connu cette évolution dix ans plus tôt. «Depuis l'apparition des salons de coiffure moderne au Congo, les hommes et les femmes apprennent par tradition à coiffer. Nous ne négligeons aucun métier rentable», explique Tonton Malaje, coiffeur originaire de Bukavu (Sud-Kivu) et travaillant depuis trois ans dans un salon au centre de Kigali.

Depuis une dizaine d'années et l'instabilité chronique qui règne en RDC, les jeunes Congolais ne cessent de traverser la frontière pour aller travailler au Rwanda. Et ce, même si les tarifs qu'ils peuvent pratiquer ici sont moins élevés que dans leur pays d'origine.

«Chez nous, une simple coiffure coûte 5 \$, deux fois plus cher qu'ici. Mais avec l'insécurité qui règne en RDC, j'ai préféré, il y a déjà 10 ans, investir au Rwanda», raconte M. Mamba, originaire de Goma et propriétaire d'un salon de coiffure à 2 km du centre ville de Kigali.

Délaissé par les Rwandais, le métier de coiffeur n'est pas le seul à être repris par des bonnes volontés d'autres nationalités. Encouragés par les Congolais, les Ougandais s'essayent, par exemple, à la manucure et à la pédicure. Crise économique oblige, petit à petit, les jeunes Rwandais s'y mettent aussi. À reculons...

Idegonde KARERERWA
InterCongo media/Syfia

A savoir

Gros plan sur les bulletins de vote

Les premiers bulletins de vote sont arrivés à Kinshasa le 10 juin dernier. Acheminés par avion à partir de l'Afrique du Sud, ils sont conçus pour le premier tour de l'élection présidentielle. Les bulletins de vote pour les législatives arriveront plus tard. Comment se présentent ces documents dont les électeurs vont se servir le 30 juillet prochain lors des élections combinées ? La Commission électorale indépendante (CEI) éclaire l'opinion.

Le bulletin de vote est conçu comme un billet ou une feuille servant à exprimer un vote. En RDC, ce bulletin unique se présente sous un format A3 pour l'élection présidentielle.

A la tête du document, disparaissent, dans la partie centrale, des inscriptions en couleur orange sur le type de scrutin (Election présidentielle 2006, 1^{er} tour). Sur le coin gauche, autour des mentions «République Démocratique du Congo» et «Commission électorale indépendante», on retrouve l'emblème national et, à l'autre bout, le logo de la CEI.

Au-dessous de ces inscriptions, trois bandes,

limitées par des encadrements en couleur orange sur un fond blanc, alignent les noms de 33 candidats.

Dans chacune des bandes figurent trois colonnes sur lesquelles sont inscrits respectivement le logo du parti du candidat ou la mention «indépendant», sa photo et un carreau où l'électeur devra marquer son choix.

A côté de l'image de chaque candidat, apparaît un numéro pour faciliter son identification par l'électeur.

Au-dessous de la photo, le nom, le post-nom et le prénom du candidat sont clairement mentionnés. L'électeur n'aura alors

qu'à cocher avec un stylo au moment du vote. S'il ne sait pas utiliser le stylo, il pourra, à la rigueur, se servir de l'empreinte digitale.

Le bulletin des législatives

Pour les législatives, le bulletin de vote est aussi unique, à la seule différence qu'il pourra comporter plusieurs pages. Ici, l'électeur trouvera les mêmes éléments que pour le bulletin de la présidentielle: le logo du parti, la photo du candidat, son nom, son prénom, son post-nom et son numéro d'identification, ainsi que le carreau vide pour le choix à apposer lors du vote.

Vu le grand nombre de candidats inscrits aux législatives, ce bulletin se présente sous forme de syllabus, avec plus ou moins dix feuilles car, précise un responsable de la CEI, certaines des 169 circonscriptions comptent plus de 500 candidats. C'est le cas notamment de la circons-



Sur cette image, on peut voir à quoi ressemble le bulletin de vote pour le premier tour de la présidentielle. (Photo PG)

cription de la Tshangu à cile de les mettre sur une seule et même feuille. moins 850 candidats. Diffi-

Sylvie LUZALA

À cœur ouvert

Jean-Michel Kibushi : «Plusieurs candidats se rendent à l'intérieur du pays juste pour chercher des voix»

Cinéaste de talent, réalisateur et producteur de cinéma d'animation, Jean-Michel Kibushi dirige le studio Malembe Maa, implanté en Belgique. Récemment en séjour en RDC, il s'est beaucoup intéressé au processus électoral. «Le Journal du Citoyen» l'a rencontré pour vous.

Jean-Michel Kibushi, vous sentez-vous intéressé par le processus électoral en RDC ?

Assurément, nous attendons ces élections depuis de nombreuses années. Il faut qu'on en finisse, parce qu'on voudrait voir les choses un peu plus claires afin de mieux construire autrement le pays.

Qu'attendez-vous personnellement de ces élections ?

J'attends la paix, l'ordre surtout, pour pouvoir initier ou concrétiser les projets que nous avons dans notre secteur, le cinéma. Car, sans la paix, sans l'ordre et sans la justice, il est difficile de travailler. Nous attendons beaucoup de ces élections et nous espérons que les nouvelles autorités seront à même de gérer la chose publique avec de nouvelles normes, non pas comme ce que nous avons connu dans le passé, ni ce que nous continuons à connaître aujourd'hui.

Les élections sont-elles pour vous une panacée ?

Oui, c'est incontournable. Pour un pays dit démocratique, il faut que l'administration, l'ordre et la justice puissent régner. Sans ces conditions, il est difficile de bâtir une nation.

Par quels moyens vous informez-vous sur le processus électoral en Europe ?

Par Internet ! Il y a de nombreux sites sur le Congo, des débats, des forums... Les journaux congolais sont aussi en ligne. Il suffit de taper par exemple «Journal du Citoyen» pour connaître ce qui se passe au jour le jour. Nous avons également la revue de la presse congolaise qui, malheureusement, n'est pas souvent actualisée.

Vous venez de l'intérieur du pays. Comment avez-vous perçu les attentes de la population face aux élections ?

Je dirais que l'Eglise Catholique a abattu un travail assez poussé. La Commission Justice et Paix a travaillé jusqu'au plus profond du pays. La population est préparée. Malheureusement, dans certaines contrées, les gens n'ont pas pu s'enrôler ! Ils ne vont donc pas voter. C'est une donnée importante, mais puisque le processus est actuellement irrévocable, seuls ceux qui se sont enrôlés voteront. Ils attendent ce moment avec impatience pour choisir de bons dirigeants. Plusieurs candidats habitent la capitale et ne connaissent pas les réalités de l'intérieur du pays.



Comme plusieurs Congolais de la diaspora, Jean-Michel Kibushi espère des lendemains meilleurs après les élections en RDC. (Photo JDC)

Ils descendent uniquement pour leur campagne, pour chercher des voix. Mais le travail qui a été effectué permettra aux citoyens de faire un choix judicieux pour avoir des élus capables de défendre leurs intérêts.

Dans quelles zones du pays vous êtes-vous rendu ?

J'ai conduit une délégation pour tourner un documentaire institutionnel au Kasai oriental, dans le Sankuru profond. On a fait deux jours à Kinshasa, puis nous nous sommes rendus à Lodja, à Katakokombe, à Tshumbe, à Lubefu et à Dikungu. Ce n'est pas la première fois ! Cela fait au moins trois ans que je m'y rends

dans le cadre de la caravane de cinéma mobile.

N'aviez-vous pas été associé à la campagne de sensibilisation électorale ?

Non, je ne suis pas au courant de toutes ces transactions. Ma caravane, c'est une caravane de cinéma mobile dont le but est de donner du loisir, d'informer les gens, de leur dire que le monde est devenu un village. Je n'ai pas attendu les élections pour faire cela. La caravane passe et repassera avant ou après les élections. Elle continue son chemin.

Propos recueillis par Elyse ODIEKILA et Yves KALIKAT

Micro baladeurs

Que pensez-vous du travail des médias ?

Isabelle Mwayuma, 33 ans, secrétaire à Transbenz, Matadi



Malgré le nombre croissant de médias en cette période préélectorale, la couverture totale du pays demeure un défi à relever. S'agissant de la qualité de leur prestation, en dépit de quelques médias qui exercent avec un minimum de sécurité, d'indépendance et font preuve d'une certaine objectivité, la plupart des médias congolais travaillent dans des conditions d'insécurité, de précarité et de vassalisation criante. Ce qui hypothèque et dénature la profession par rapport à sa noble mission d'informer, former et éduquer la population. Pire, les médias publics sont visiblement confisqués par une seule famille politique, celle

du Chef de l'Etat. Faute d'une formation et d'un encadrement solides, bon nombre de médias ne font guère montre de professionnalisme. Ils sont de plus en plus partisans du fait de leur inféodation aux formations politiques et traitent avec subjectivité les informations.

Ghislain El Magambo, artiste photographe, Lubumbashi

Je pense que les médias ont un rôle très important à jouer dans notre pays. Mais ils sont pris en otages par les autorités politico-administratives, ce qui crée des doutes auprès de la population. Quand on regarde la télé ou on écoute la radio, il y a des partis-pris, soit pour ceux qui sont au pouvoir, soit pour ceux



de l'opposition. Mais, il y a une certaine volonté de la part de certains journalistes qu'il faut encourager.

Béatrice Herady, 25 ans, informaticienne, Kindu

Les médias, comme chez nous à Kindu, ont un grand rôle à jouer. Ils nous permettent de nous informer sur tout ce qui



se passe dans notre pays, surtout pendant cette période importante des élections. C'est grâce aux informations diffusées par la radio de la Monuc, par exemple, que j'ai connu la date du début de la campagne électorale. Mais notre difficulté, c'est que nous ne suivons que très occasionnellement la télévision, l'électricité faisant défaut. Nous ratons l'occasion de suivre les autres informations du pays.

Adrien Kandolo Poloso, chef de travaux à l'ISP, Kisangani



Ils sont partisans comme tous les journalistes des médias du monde. Ils soutiennent la cause d'un parti, d'un individu ou d'une composante. Ils font plus d'éloges aux plus offrants. Je doute de leur capacité à nous informer de manière équilibrée, impartiale, indépendante et véridique. Je crains qu'ils jettent de l'huile sur le feu pendant cette période de campagne, en distillant un discours de haine, des injures... Nous attendons d'eux une grande sensibilisation de la population sur les enjeux électoraux, un comportement digne pendant la campagne et les élections. Ils doivent préparer les citoyens à accepter les résultats des urnes, comme dans un match de football.

Kahambu Marie, vendeuse au marché central, Goma

Ce dernier temps, les journalistes suivent beaucoup de sessions de formation. J'espère qu'ils vont améliorer leur façon de travailler, car, à Goma, ils favorisent les autorités. Quand des éléments de l'escorte d'une autorité nous tracassent, nous informons les



journalistes. Mais à la radio, ils disent autre chose, soutenant qu'il s'agit plutôt «d'hommes armés non autrement identifiés». Peut-être ont-ils peur d'être poursuivis ! Je voudrais que leur sécurité soit garantie pour qu'ils travaillent sans parti-pris pendant les élections.

Propos recueillis par Dieudos MWADI (Matadi), Raoul BILETSHI (Kindu), Pépé MIKWA (Kisangani), Glory NEMA (Goma) et Eliane TSHILOBO (Lubumbashi) InterCongo media/Syfia

PROVINCE ORIENTALE

Kisangani : montée de l'intolérance à l'approche des élections

Les débats s'animent à Kisangani où la population découvre les effigies des candidats à l'élection présidentielle. Face à l'intolérance politique qui monte, la Commission électorale indépendante (CEI) tente de calmer le jeu. Des défenseurs des droits humains se sont regroupés afin d'observer le déroulement des manifestations publiques...

Depuis peu, des dizaines de personnes s'agglutinent chaque jour devant les tableaux d'affichage de certains ONG de Kisangani, chef-lieu de la Province Orientale. Elles sont attirées par les affiches de présentation des 33 candidats à l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu le 30 juillet prochain. Elèves, étu-

dants, «tolekistes» (conducteurs de taxi vélos), jeunes et vieux, hommes et femmes découvrent ainsi les noms et photos des candidats qu'ils vont bientôt élire, leurs partis politiques et drapeaux. Les débats s'animent tout autour, donnant le ton à la campagne électorale qui débute officiellement le 29 juin.

Au centre-ville, devant l'Alliance franco-congolaise, un père de famille s'étonne que l'actuel président de la République, Joseph Kabila, se présente en «indépendant». «Il n'est pas sur la liste du PPRD, son parti?», interroge-t-il. Pas loin de là, devant le Club de la presse associative, les gens supputent sur les alliances qui pourraient se nouer dès le premier tour. Ils regroupent les candidats selon leurs obédiences, car beaucoup pensent que la plupart d'entre eux sont des figurants. «Le jour du vote, le 30 juillet, ils ne seront plus véritablement 33», commente un «tolekiste».

Les discussions se focalisent sur le passé des postulants. Leurs faits et gestes sont passés au peigne fin : gestion des entreprises publiques, réalisations au Gouvernement ou dans les autres institutions de la Transition, actes commis pendant la guerre... D'autres candidats sont identifiés par les noms de leurs illustres pères ou maris, à l'exemple des fils et filles des anciens présidents Mobutu et Kasavubu, ou encore par leurs publications scientifiques...

Tension entre partis politiques

Ces débats font monter la fièvre d'une campagne électorale qui, en réalité, a démarré depuis bien longtemps. Cela fait des semaines que les partis politiques se sont en effet déployés sur le terrain, avec t-shirts à l'effigie des candidats, banderoles et tableaux sur lesquels on peut lire : «Comité de soutien à untel...» Ils se disputent le contrôle des électeurs, plantant leurs drapeaux dans différents quartiers, rues et habitations, question de bien «marquer son territoire».

Ernest Etula Libange, le maire de la ville, tente en vain d'interdire l'implantation des drapeaux dans la rue et les espaces publics pour faire respecter la Loi électorale. «Les drapeaux ne sont autorisés que devant les bureaux des partis», s'époumone-t-il à rappeler, sans être écouté.

Le 3 juin dernier, cet entêtement a provoqué des bagarres entre militants de deux partis politiques. Pour proté-



ger les «fiefs» de leurs partis, des jeunes recrutés par le RCD (Rassemblement congolais pour la démocratie, du vice-président Azarias Ruberwa) et par le PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, parti présidentiel) se sont affrontés à Okapi, un quartier de la ville. Chaque camp a taillé en pièces les drapeaux du parti adverse...

Devant cette montée inquiétante de l'intolérance politique à Kisangani, le bureau provincial de la Commission électorale indépendante (CEI) redoute l'instrumentalisation des groupes influents tels que les étudiants, les «tolekistes» (évalués à 10.000) et les soldats démobilisés, lors de la campagne électorale. «Les trente jours de campagne ne sont pas à confondre avec un moment de bagarre et d'injures», rappelle la CEI, qui invite les partis politiques à faire preuve de tolérance et de respect mutuel, pour que les élections se déroulent dans un climat apaisé.

Des observateurs des manifestations

Une quarantaine d'activistes des droits humains ont par ailleurs décidé de se regrouper pour surveiller le comportement des partis politiques et des forces de l'ordre durant cette période. Formés à la mi-juin par un collectif des ONG des droits humains, ils vont observer les manifestations publiques : meetings populaires, marches, sit-in...

«Souvent, les organisateurs de ces manifestations et les policiers se rejettent la responsabilité des dérapages, casses, provocations... Nous

observerons de manière impartiale le comportement des uns et des autres pour faire un rapport circonstancié», explique Pierre Kibaka, du groupe «Justice et Libération».

Dans le cas d'une marche, ces observateurs diront si les organisateurs avaient informé l'autorité de sa tenue et de son but, s'ils avaient respecté l'itinéraire, ou si des enfants en faisaient partie, ce qui est interdit par la loi congolaise. Ils diront aussi si l'usage de la force par la police et les autorités était justifiée, et apprécieront sa proportionnalité par rapport au comportement des manifestants. «Cela évitera que n'importe qui raconte n'importe quoi, et que les situations s'enveniment», conclut Pierre Kibaka.

Pépé MIKWA et Flory NGONGO
InterCongo media/Syfia

Brèves

Une sélection de Blaise NDONGALA

■ **Kinshasa.** La Haute autorité des médias réclame plus de fonds pour la campagne électorale qui démarre le 29 juin prochain. «Nous avons élaboré un budget de 4 millions de dollars qui comprenait toute la presse audiovisuelle et écrite de la RDC ; nous allons finalement obtenir 500.000 dollars du Gouvernement pour la campagne présidentielle, mais cela ne suffit pas», s'est plaint Modeste Mutinga, le président de cette institution lors d'une conférence de presse le 20 juin dernier.

■ **Kasaï-Oriental.** La population de Lodja, dans le district de Sankuru, est déterminée à accorder ses voix à des candidats qui brillent par leur compétence plutôt qu'à ceux qui s'adonnent à distribuer des biens. Conseillère principale du Vice-président en charge de la Reconstruction et développement, Emilienne Akonga s'attèle depuis mi-juin à renforcer cette conviction auprès des autochtones de la contrée pour les pousser à opérer un vote utile.

■ **Nord-Kivu.** L'Alliance franco-congolaise de Goma organise, du 1^{er} au 30 juin, un concours de bande dessinée sur le processus électoral. Cette compétition destinée aux jeunes va tâcher de stimuler leur intérêt pour des élections crédibles et revaloriser de nombreux talents encore méconnus.

SUD-KIVU

Elections locales : les enseignantes et les infirmières dans la course

Les élections locales tentent de plus en plus les enseignantes, les infirmières et les assistantes sociales du Sud-Kivu. Plusieurs d'entre elles s'approprient déjà à déposer leurs candidatures au niveau des chefferies dans les milieux ruraux.

«Elles veulent se libérer du carcan des coutumes rétrogrades qui interdisent aux dames de prendre la parole dans les lieux publics», commente à ce propos Clémentine Kizimya, secrétaire de l'Association des femmes des médias du Sud-Kivu (Afem/Sk).

«Elles déclarent, poursuit-elle, avoir étudié plus que beaucoup

d'hommes, et pensent qu'elles ont assez d'expériences à partager ainsi que des idées progressistes pour le développement des milieux ruraux.»

Satisfaites, les dirigeantes de l'Afem/Sk se réjouissent de voir que la campagne qu'elles ont initiée pour l'éveil des consciences des femmes rurales, commence à porter des fruits. Cette campagne de sensibilisation vise à impliquer 8.750 femmes rurales du Sud-Kivu dans le processus électoral.

Les membres de l'Afem/Sk ont, au préalable, été formés lors d'un atelier tenu à Bukavu les 10 et 11

avril derniers. Par la suite, les femmes des médias se sont rendues dans les milieux ruraux où elles se sont mises à former 350 femmes leaders animatrices des radios clubs et d'autres organisations non gouvernementales.

Les dames ciblées ont reçu, chacune, un récepteur radio qui leur permet de suivre au quotidien l'évolution de l'actualité socio-politique du pays, afin de mieux se préparer à briguer des postes de direction à la Troisième République.

Diéudonné MALEKERA
Institut Panos Paris

Journale Citoyen

Supplément indépendant d'informations électorales

1^{er} niveau, Immeuble SOMIP
Avenue du Commerce n° 34
Kinshasa/Gombe

e-mail : journalducitoyen@yahoo.fr
© 081-0123090

http://www.jdconline.net

■ Projet de la Haute Autorité des Médias, financé par DFID, la DGDC, l'APEFE et l'ACDI; en partenariat avec l'Institut

PANOS Paris et l'APEFE

■ Le «JDC» est envoyé en province avec l'appui logistique de la MONUC

Directeur de rédaction

Philippe DE BOECK

Rédacteur en chef

Yves KALIKAT

Gestion et Comptabilité

Sylvie KOKOKANI

Pigistes (Kinshasa)

Augustine BANZI (APA)

Espérance TSHIBUABUA (Le Potentiel)

Lefils MATADY (La Tempête des Tropiques)

Tshieke BUKASA (Le Phare)

Sylvie LUZALA (L'Observateur)

Elyse ODIEKILA (La Référence Plus)

Blaise NDONGALA (The Post)

Pigistes (provinces)

Correspondants de Syfia/InterCongo média et de Panos Paris

Dessin

Patou BOMENGA

Lay-out et mise en page

ASIMBA BATHY